

LE MINISTRE DE LA SANTÉ A DU MAL À LES CONVAINCRE

Les paramédicaux en grève illimitée à partir du 8 février

Les paramédicaux, qui vont observer deux jours de grève les 1^{er} et 2 du mois prochain, ont décidé de déposer un préavis de grève illimitée à partir du 8 février. Ils exigent l'introduction du système LMD dans leur formation et une revalorisation des salaires.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Visiblement, le ministre de la Santé n'arrive pas à convaincre les paramédicaux. Ces derniers n'ont pas l'intention de renoncer à leur mouvement de protestation qu'ils comptent déclencher dès le début du mois prochain.

Pis, le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) qui a réuni, jeudi, en session extraordinaire, son conseil national, a décidé de durcir le ton. Ainsi, en plus du maintien des deux journées de grève décidée pour les 1^{er} et 2 février, le SAP a décidé de déposer un préavis de grève illimitée à partir du 8 du même mois. Le syndicat se dit déterminé à maintenir la pression, jusqu'à l'aboutissement de ses revendications, particulièrement l'introduction du nouveau système LMD dans la formation des paramédicaux. Le malaise qui

régne au sein de ce corps risque de s'inscrire dans la durée. Et pour cause : les paramédicaux «ne font plus confiance aux déclarations de leur tutelle». C'est en grande pompe que Ould-Abbès a annoncé au début de la semaine dernière le dépôt du dossier du statut particulier de la corporation au niveau de la Fonction publique. Or, les paramédicaux ignorent tout du contenu de ce dossier.

Selon M. Gachi, SG du SAP, les déclarations du ministre ne sont pas fondées. La preuve, poursuit-il : «Le ministre a déposé le statut particulier à la Fonction publique sans un ancrage juridique au préalable avec le ministère de l'Enseignement supérieur et remplir un cahier des charges pour la création des écoles supérieures de paramédicaux en vue de l'introduction du sys-



Photo : Samir Sid

La protestation reprend de plus belle.

tème LMD.» Par cette pratique, souligne le porte-parole des paramédicaux, le ministre «veut simplement dégager la responsabilité de son département pour l'imputer à celui de la Fonction publique».

D'ailleurs, dans un communiqué rendu public, le SAP souligne que la réunion de conciliation programmée entre le syndicat et la tutelle, mardi dernier, s'est soldée par «un échec» suite à «l'incapacité du ministre de fournir la moindre preuve des éléments constituant le dossier relatif au système LMD, tel que exigé par les règlements de la

Fonction publique». Par ailleurs, le SAP qualifie l'attitude de la tutelle, qui les a ignorés lors du règlement du statut pour ensuite les conviés à la réconciliation de méprisante».

Pour rappel, le SAP demande l'introduction du nouveau système LMD dans la formation des paramédicaux, qui devra être sanctionnée par une licence professionnelle reconnue par la Fonction publique ainsi que des salaires décentes. Les salaires des paramédicaux varient actuellement entre 21 000 et 29 000 DA.

S. A.

HANOUNE TACLE LES «PARTIS DE L'OPPOSITION» :

«S'il doit y avoir révolution, c'est le PT qui la mènera»

Louisa Hanoune n'en démord pas : il n'y a pas de prémices à une révolte en Algérie, assure-t-elle, et si cela devait arriver, c'est le Parti des travailleurs (PT) qui en serait le leader et non pas des partis qui, dit-elle, «font appel à l'Union européenne», allusion tout juste voilée à la formation de Saïd Sadi.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - En réunissant hier les militants du centre de sa formation politique, la secrétaire générale du PT s'est, sans surprise, longuement attardée sur la situation qui prévaut en Tunisie.

Le parti, dit-elle, suit avec beaucoup d'intérêt ce qui s'y passe et tente de faire le tri et en «se préparant à toute éventualité» et revendiquera d'être le leader de la révolu-

tion si jamais cela doit se produire en Algérie. Mais cette éventualité est pour le moment écartée par Louisa Hanoune, qui estime que si en Algérie comme beaucoup d'autres pays, il existe une révolution latente, les révolutions ne sont pas exportables et le modèle tunisien ne peut être calqué.

Devant ses militants, le numéro un du Parti des travailleurs a tout de même considéré que «certains nouveaux riches en Algérie doivent être inquiets et ne dorment pas bien», inquiets par les leçons données par la rue tunisienne.

Et Hanoune de rappeler, une fois de plus, que son parti n'admettait pas que l'Algérie officielle se contente d'une «réaction timide» au lieu d'une position clairement affirmée en faveur de la révolution tunisienne. L'Algérie,

dit-elle, n'aurait aucune raison d'être aussi frileuse et devrait aujourd'hui se sentir à l'abri de toutes les tentatives de pression du FMI ou de la Coface qui, par leurs rapports et autres recommandations, tentent de faire reculer le gouvernement sur les mesures prises dans le cadre de la loi de finances complémentaire de 2009.

Preuve de l'intérêt que porte le Parti des travailleurs à ce qui se passe en Tunisie, des membres de la direction ont fait le déplacement en Tunisie pour vivre au plus près la révolution tunisienne. Ils sont revenus avec des témoignages faisant état d'une grande maturité des populations tunisiennes qui, au-delà des acquis arrachés, refusent de voir leur révolution confisquée.

N. I.

La FNFC fait le procès du pouvoir

C'est une déclaration sans complaisance envers «les forces de l'ombre» que la Fédération nationale des fils de chouhada (FNFC) a rendue publique jeudi à Tizi-Ouzou

Constat et dénonciation sont les maîtres mots de l'analyse établie par la FNFC concernant la situation, pour le moins trouble, qui prévaut à travers le pays en général et à Tizi-Ouzou en particulier, depuis quelque temps. «Le peuple algérien ne jouit pas tout à fait encore de son mérite après quarante-neuf ans d'indépendance», assènent en guise d'entrée en matière les enfants de chouhada pour, ensuite, préconiser deux condi-

tions pour la «victoire finale du peuple algérien». Cette victoire finale, comme l'appelle la FNFC, reste tributaire du courage de prendre des mesures politiques et du savoir-faire à entreprendre pour faire jouer aux institutions algériennes leurs missions républicaines. Deux conditions incontournables, estime la fédération, pour faire renaître l'espoir chez le citoyen et la confiance envers son administrateur. Le marasme généralisé a pour origine l'économie, «dont la relance ne constitue qu'un motif pour le discours politique creux», poursuit le rédacteur au nom des fils de chouhada. Ceci pour ce qui a trait à la situation géné-

rale dans laquelle se débat le pays. Quant à l'exemple très particulier de la wilaya de Tizi-Ouzou, la FNFC, comme tout le monde d'ailleurs, atteste que «l'ordre sociologique et politique est fort négativement bouleversé». A qui doit-on alors ce que l'on pourrait appeler par euphémisme désordre ? Pour la Fédération des fils de chouhada, il n'y a pas lieu de trop se triturer l'esprit à chercher quelles sont les parties à l'origine du «bourbier kabyle». «Il n'échappe à personne que, depuis un certain temps, une force occulte et loin d'être l'émanation citoyenne de la région, et grâce à des complicités de certains

personnages des hautes sphères, s'est autoproclamée puissance intermédiaire entre la base citoyenne et la haute représentation étatique», accuse la FNFC qui, ne manque pas d'appeler les «hautes instances du pays» à faire preuve de discernement dans le choix de ses partenaires et interlocuteurs pour la recherche des solutions pour le règlement définitif de la crise multidimensionnelle qui secoue le pays, en général et la Kabylie en particulier. Puis, à la FNFC de conclure sa déclaration par un appel pour «barrer la route à tous les prédateurs aux appétits jamais assouvis».

M. Azedine

BÉJAÏA Soutiens à la marche du RCD

L'action citoyenne initiée aujourd'hui au niveau du chef-lieu de la wilaya de Béjaïa par le RCD a enregistré l'adhésion de plusieurs associations, à l'instar du Collectif estudiantin pour la sauvegarde de la citoyenneté et l'AVO 88, qui ont appelé, à leur tour, la population à participer massivement à cette manifestation de rue.

Une manifestation à travers laquelle les organisateurs exigent «la libération de tous les prisonniers arrêtés lors des dernières manifestations, la levée immédiate de l'état d'urgence, dont la seule fonction est d'étouffer la vie publique et de couvrir la corruption, l'ouverture du champ politique et médiatique, la restauration de toutes les libertés individuelles et collectives garanties par la Constitution et la dissolution de toutes les institutions élues».

Le Collectif estudiantin pour la sauvegarde de la citoyenneté, mis en place à l'Université Abderrahmane-Mira de Béjaïa au lendemain des révoltes sociales qui a secoué le pays ces derniers temps, a, dans une déclaration rendue publique jeudi dernier, décidé d'apporter son soutien à la marche du bureau régional du RCD, prévue pour aujourd'hui au chef-lieu de wilaya.

Dans sa déclaration, le collectif a, également, exhorté la communauté estudiantine de Béjaïa à se joindre à la marche. «Nous, étudiants de l'Université de Béjaïa, victimes du marasme régnant, de la dégradation de nos conditions socio-pédagogiques et de la démission totale de notre élite, appelons l'ensemble de la communauté estudiantine de l'Université Abderrahmane-Mira de Béjaïa à rejoindre massivement la marche citoyenne, qui s'ébranlera le samedi 29 janvier 2011 à 10 h, de l'esplanade de la maison de la culture Taos-Amrouche vers le siège de la wilaya», est-il écrit sur le document du collectif estudiantin pour la sauvegarde de la citoyenneté. Le collectif soulignera au passage qu'il soutiendra toutes les actions émanant des associations et partis politiques s'inscrivant «en dehors et contre le régime».

L'Association des victimes d'Octobre 88 (AVO) de Béjaïa a également apporté son soutien à l'action de rue du RCD de Béjaïa. «Ne pouvant rester en marge de la lutte du peuple algérien pour ses droits, l'Association des victimes d'Octobre 88 (AVO) de Béjaïa apporte son soutien à toutes les initiatives prônant un changement radical dans la gouvernance du pays», note dans sa déclaration rendue publique l'AVO 88 de Béjaïa, qui se considère «partie prenante de la marche du 29 janvier 2011», avant d'inviter «l'ensemble de la société à prendre part à cette journée de protestation».

Tout en réaffirmant son soutien à la révolte des jeunes Algériens qui aspirent à plus de justice, de dignité et de démocratie, l'AVO 88 de Béjaïa a réitéré, à l'occasion, ses principales revendications restées sans suite depuis le soulèvement populaire du 5 Octobre 1988, à savoir «l'octroi du statut de martyr aux victimes décédées et un traitement plus honorable aux blessés, la proclamation officielle du 5 Octobre, journée nationale de la démocratie».

A. Kersani